

Où en est la Colombie aujourd'hui ?

A l'invitation de Jean Luc Fournier, président de France Amériques, et de Pierre-Jean Vandoorne, président de la section Amérique latine, une table ronde a réuni le 29 septembre S.Exc. M. Federico Renjifo Velez, ambassadeur de Colombie en France, Jean-Jacques Kourliandsky, chercheur à l'IRIS, spécialiste de l'Amérique latine, et Eric Jourcin, économiste à l'Agence française de développement (AFD) sur le thème « Où en est la



Pierre-Jean Vandoorne

Colombie aujourd'hui ? » Alors que le Président Juan Manuel Santos vient de commencer un second mandat à la tête de son pays et à la veille de plusieurs visites à haut niveau entre les deux pays, il a paru opportun et utile de faire le point sur la situation d'un pays qui est aujourd'hui un partenaire de premier rang pour la France en Amérique latine.

L'ambassadeur Renjifo a dressé le tableau des réformes engagées par le gouvernement du Président Santos depuis 4 ans et des résultats parfois spectaculaires obtenus dans le contexte d'une croissance économique régulière et soutenue (près de 5 % en moyenne) : 4 millions de colombiens sortis de la pauvreté, réduction du taux de chômage passé de 15% à 9,6%, une inflation inférieure à 2%, l'inscription de la discipline fiscale dans la constitution (le déficit qui était encore de 3,3% en 2010 a été ramené à 0,9% en 2013), une dette extérieure limitée à 25% du PIB, des échanges commerciaux dynamiques et un flux régulier d'IDE (16,3 Mds de dollars en 2013). La France, dont les quelque 120 entreprises présentes en Colombie sont le « premier employeur étranger » (120 000 emplois directs, 250 000 emplois indirects), figure parmi les premiers investisseurs européens (2,2 Mds de dollars cumulés en 2012 et 2013). L'accord de libre-échange signé entre l'UE et la Colombie et entré en vigueur à l'été 2013, la signature d'un accord sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements et, il faut l'espérer, celle, prochaine, d'une convention fiscale, sont de nature à renforcer le cadre d'une relation en plein essor, tandis que la constitution de l'Alliance du Pacifique avec le Mexique, le Pérou et le Chili où la France a le statut d'observateur, crée un nouvel espace économique (37% du PIB latino-américain, un PIB per capita moyen de 10 000 dollars) et marchand (50% des échanges commerciaux de la région) ouvert à la libre circulation des personnes, des marchandises et des capitaux (il dispose déjà d'une bourse commune : MILA). Enfin la Colombie, candidate officielle à l'OCDE, où elle rejoindra deux de ses partenaires de l'Alliance du Pacifique, le Mexique et le Chili, a d'ores et déjà intégré dans sa législation et mis en œuvre plusieurs des recommandations de l'Organisation.

Malgré ces résultats indéniables la Colombie reste toutefois un pays profondément inégalitaire, notamment en termes de développement territorial, d'accès à l'éducation (la couverture sur ce terrain est certes largement assurée mais elle n'est pas toujours de qualité) et à la santé. Aussi le Président Santos a-t-il justement placé son second mandat sous le signe de l'Education, de la Santé, de la Paix et du Développement avec pour ambition de faire entrer 50% de la population colombienne dans la classe moyenne à l'horizon 2024.



De gauche à droite : Jean-Jacques Kourliandsky, l'Ambassadeur Renjifo, Eric Jourcin

La paix, aujourd'hui subordonnée à l'achèvement des pourparlers en cours à la Havane avec la guérilla des Farc -3 chapitres sont désormais couverts : la question de la terre, celle de la participation à la vie politique et celle de la production et du trafic des drogues illicites, ils ont donné lieu pour la première fois à un accord entre les parties sur leur publication (en rupture avec la clause de confidentialité initiale)- ne pourra que faciliter les réformes indispensables au développement de l'agriculture colombienne (4,5Mha aujourd'hui cultivés et 11Mha improductifs, de nombreuses terres sans titre de propriété, d'autres propriété de l'Etat. L'espoir est que les négociations sur les deux chapitres restant (la réparation due aux victimes du conflit et la mise en place d'une justice transitionnelle) aboutissent rapidement.

La paix et les réformes qu'elle permettra auront un coût élevé mais le conflit armé et le mauvais état de ses infrastructures (pour lesquelles un programme de 20 Mds de dollars est prévu) coûtent à la Colombie plusieurs points de PIB...

Jean-Jacques Kourliandsky note que la Colombie, qui défrayait la chronique il y a 20 ans, semble avoir disparu des radars français -un bon signe?- comme s'il n'y avait plus matière aujourd'hui. Elle est entrée dans une phase de stabilité et de développement positive pour elle-même et pour ses voisins. Même si des interrogations subsistent sur le processus en cours, pour la première fois il existe une perspective réelle de fin du conflit, après de

nombreuses tentatives, certaines ayant certes abouti (avec le M19 dans les années 80 –NDLR) mais les autres (avec les Farc et l'ELN). ayant toujours échoué Une feuille de route a été tracée en août 2012 avec un agenda en 5 points. Il a été tenu : un accord est intervenu sur les 3 premiers. Certes le camp conservateur reste mobilisé sur la question des victimes. Mais les dernières élections présidentielles avaient pour enjeu la paix et une majorité de colombiens ont renouvelé leur confiance dans le processus engagé, étant entendu que, celui-ci une fois achevé, la population sera consultée sur l'ensemble des accords dans le cadre d'une procédure référendaire. Il a obtenu un large soutien en Amérique latine (de l'ensemble des organisations régionales : Alba, Alliance du Pacifique, Celac, OEA...) et plus largement au sein de la communauté internationale : aux Etats-Unis, qui n'ont pas critiqué le choix de la Havane pour y conduire les négociations et en Europe où, au-delà du rôle particulier joué par la Norvège en tant qu'Etat facilitateur, la France et l'Allemagne ont appelé à soutenir le processus en cours. C'est ici un cas d'école, où les deux parties en présence évoluent dans des univers idéologiques étrangers l'un à l'autre mais où la confiance est présente.

Cependant des interrogations subsistent :

1/ sur la nécessité d'un consensus global (tout l'accord ou pas d'accord),

2/le fait que certains groupes et secteurs (y compris le prédécesseur du Président Santos) spéculent sur la peur pour tenter de saboter le processus,

3/sur les garanties qui seront apportées aux Farc à leur participation à la vie politique après leur adieu aux armes (compte tenu du précédent malheureux de l' « Union patriotique » dans les années 80/90 dont les rangs furent décimés),

4/la place qui sera donnée aux forces armées, certes représentées à la Havane par deux officiers généraux à la retraite, aujourd'hui « gâtées » budgétairement, bien dotées en équipements et fières de la reconnaissance sociale dont elles jouissent,

6/le coût de la paix : la Colombie peut-elle faire l'économie d'une réforme fiscale ?

Eric Jourcin rappelle que l'AFD, opérateur public depuis 70 ans et dont les engagements annuels s'élèvent à 8 Mds d'€, a vu son champ géographique s'élargir progressivement de l'Afrique, son champ traditionnel, à l'Asie puis, plus récemment, à l'Amérique latine, avec la création d'un nouveau département en 2009, où les premiers pays où elle est intervenue étaient le Brésil, le Mexique et la Colombie. Le Pérou, l'Equateur, la Bolivie ont suivi. Ils pourraient être rejoints par l'Uruguay et le Costa Rica.

La Colombie offrait des conditions qui ont permis à l'AFD de développer son activité avec des modalités et des instruments différents de ceux qu'elle mettait en œuvre en Afrique :

.une gestion macroéconomique de qualité,

.la possibilité d'apporter un soutien aux actions contra-cycliques dans le contexte de la crise mondiale,

. le financement de projets d'investissement destinés à soutenir la croissance, une croissance verte et solidaire, durable et responsable (le mandat de l'AFD), dans un pays particulièrement vulnérable au changement climatique,

. des politiques sectorielles ou transversales très élaborées et très intégrées,

. une administration publique de très haut niveau, animée par un souci de diversifier ses partenaires.

. une demande, notamment en matière de développement urbain, alors que le partenariat avec les collectivités territoriales est l'une des particularités de l'AFD puisqu'elle a la faculté d'accorder des prêts non souverains et donc sans garantie Etat mais dont l'obtention est très bien « encadrée » au niveau central en Colombie.

Un peu moins de 5 ans après son arrivée, les encours de l'AFD en Colombie s'élèvent à 1,5Md de dollars et le rythme devrait se maintenir. Ses prêts vont de 100 à 300 M de dollars :

-souverains, en appui à des politiques publiques (la décentralisation, la gestion des ressources hydriques, la réforme de la protection sociale dans le domaine de la Santé),

-et non souverains : aux collectivités décentralisées (l'Antioquia, Medellin...), aux entreprises publiques (Metro Medellin, EPM), aux banques de développement (Findeter).

L'AFD a par ailleurs la possibilité de mobiliser l'expertise française dans des secteurs tels que celui de la mobilité urbaine (celle de l'APUR, l'agence parisienne d'urbanisme), à Bogota comme à Medellin, ou en matière de planification, sur le modèle des contrats de plan (avec la Datar).

Ses prêts ne sont pas liés mais il arrive que les projets qu'elle finance sont réalisés par des entreprises françaises comme à Medellin (la ligne de tramway de l'avenue Ayacucho avec le nouveau Translohr, les nouvelles lignes de « Metrocable » avec Poma ou encore le succès d'Engerop ou d'Alstom...)

Les défis de la Colombie selon Eric Jourcin?

Elle reste un pays où la productivité n'a pas assez progressé.

L'éducation (l'une des priorités on l'a vu du chef de l'Etat), qu'il s'agisse de l'enseignement général ou de l'enseignement supérieur ?

La diversification de l'économie qui reste dépendante du secteur extractif. La Colombie est aujourd'hui un pays pétrolier (50% de ses recettes d'exportation or les réserves prouvées représentent 7 années de production), en partie désindustrialisé (ancien ministre de l'Energie et de Mines, l'ambassadeur Renjifo relativise les conséquences à terme rapproché du tarissement des réserves actuelles compte tenu du nombre élevé de permis de recherches octroyés par la Colombie).

Le poids des inégalités territoriales et sociales face auxquelles la perspective d'une paix possible constitue désormais une toile de fond très importante.

La nécessaire réforme fiscale.

Certains modes de fonctionnement parmi lesquels une « judicialisation » excessive (qui a d'ailleurs conduit, comme le rappelle l'ambassadeur Renjifo, à la création d'une Agence de défense de l'Etat...).

*

Au total c'est un bilan positif, bien que sans complaisance, qui est fait de la situation de la Colombie aujourd'hui et des réformes engagées par le gouvernement du Président Santos, avec en toile de fond la perspective d'un accord de paix désormais possible avec la plus vieille guérilla du monde dont les actions ont eu depuis 50 ans un coût humain, social et économique élevé et en partie obéré le développement d'un pays dont le poids démographique et le PIB sont à peu près équivalents à ceux de l'Afrique du Sud, ce qui le situe au troisième rang en Amérique latine, derrière le Brésil et le Mexique.

La France entretient avec la Colombie des relations anciennes et denses sur le terrain culturel (la présence de trois lycées français à Bogota, Cali et Pereira et le projet d'un quatrième établissement à Medellin, le succès de l'Alliance française et l'importance de la coopération sur le terrain universitaire et scientifique en sont l'illustration) mais aussi des échanges dynamiques sur le terrain économique comme cela a été souligné par l'ambassadeur Renjifo. L'arrivée récente mais couronnée de succès de l'AFD est venue renforcer opportunément cette relation dans le cadre d'un mandat de nature à répondre aux défis et aux enjeux du développement de la Colombie qui sont, Eric Jourcin l'a rappelé, le reflet d'inégalités territoriales et sociales, le legs de l'Histoire... (Pierre-Jean Vandoorne, ancien ambassadeur de France en Colombie, modérateur).

